



SCIENCES

En Méditerranée, le poisson se fait rare

Les pays du pourtour adoptent des règles de gouvernance, mais les chercheurs évoquent un point de non-retour.

MARIELLE COURT  @MarielleCourt

Océan Les études sur la mer Méditerranée sont très nombreuses, mais ponctuelles et localisées. Celle menée par Chiara Piroddi, chercheuse à l'Institut des sciences marines de Barcelone, publiée dans la revue *Nature* du 14 mars, propose pour une fois une vision globale de cette mer quasi fermée et de son écosystème marin. Et le défi est immense.

La Méditerranée est « un concentré de problèmes, notamment en termes de sur-exploitation, de changement climatique et de pollutions », note Marta Coll, biologiste marine en Espagne et à l'IRD (Institut de recherche et développement) et coauteur des travaux, justifiant l'image désormais souvent employée d'une mer « assiégée ».

Menée en collaboration avec des chercheurs français, italiens et canadiens, cette publication s'appuie sur la collecte et l'analyse des données scienti-

fiques recueillies par un grand nombre de laboratoires océanographiques dans tous les pays du pourtour méditerranéen, remontant parfois jusqu'en 1950.

Les chercheurs ont découpé l'espace en quatre grandes zones - l'ouest, l'Adriatique, la mer Ionienne et la mer Égée et enfin le bassin Levantin - et ont effectué leurs travaux sur la base d'un modèle très largement utilisé pour les écosystèmes mondiaux. Il peut se traduire par : « Qui mange qui ? » Ainsi les requins peuvent se nourrir de merlus ou de thons qui eux-mêmes s'alimentent de sardines qui elles-mêmes vivent du plancton... Des recherches menées sur l'une ou l'autre de ses espèces permettent d'évaluer ce qui se passe pour les autres dans la chaîne.

La mer Méditerranée « est un écosystème marin très divers qui héberge 7 à 10 % de la biodiversité mondiale », soulignent les auteurs. Or, aujourd'hui, la pression constante exercée (pêche, pollution, changement climatique...) abou-

tit « à une réduction substantielle (-34 %) de l'abondance de certaines espèces de poissons, commerciales ou non », précise l'étude, et ce en à peine cinquante ans. L'hécatombe est encore plus importante en ce qui concerne les prédateurs supérieurs qui se trouvent en haut de la chaîne, puisque la chute est de 40 % sur la même période et, enfin, de 41 % en ce qui concerne les mammifères.

Mesures drastiques

La cause principale de ce phénomène est la surpêche, mais pas seulement, rappellent les auteurs, la baisse de la production primaire (le plancton) est également en cause. « Le changement climatique à l'origine de cette diminution de la biomasse planctonique jouerait même un rôle supérieur à celui de la pêche », souligne l'IRD. « La mer Méditerranée est l'une des mers les plus touchées par le réchauffement climatique », commente Philippe Cury, directeur de recherche à l'IRD et grand spécialiste de la



ressource halieutique, et « elle affiche le record Guinness de la surexploitation ».

Dans le golfe du Lion, domaine d'observation privilégié de la France, les eaux ont été tellement chalutées « qu'il n'y a plus de vie ou seulement le menu fretin », explique encore le spécialiste qui intervenait dans le cadre de l'Ocean Week, qui s'est tenue entre le 30 mars et le 4 avril dans la principauté de Monaco. Certes, les stocks de poissons de fond ont parfois un peu augmenté, comme les lottes, « mais c'est parce que ces espèces n'ont plus de prédateurs ». Sans compter, ajoute-t-il, que les données dont on dispose ne concernent que 30 % de la ressource. « Il n'y a pas de suivi pour les 70 % restants du stock des poissons méditerranéens ! » Il n'y a bien que sur le thon que l'on peut se féliciter aujourd'hui, les stocks s'étant recomposés après que des mesures drastiques ont été prises.

Avec la pression humaine qui ne cesse de s'accroître, « la mer Méditerranée

court un grand risque qui pourrait la conduire à un point de non-retour avec d'énormes conséquences pour la biodiversité marine et les systèmes économiques qui en dépendent », concluent les auteurs de l'étude. Les responsables ont-ils enfin décidé d'agir ? Fin mars, les pays riverains de la Méditerranée ont signé à Malte un pacte sur la gouvernance des océans et de la gestion des pêches (MedFish4Ever).

Un engagement qui donne la primauté au politique pour « une question qui était jusqu'à présent gérée au niveau technique », se félicite la Commission européenne. Il s'agit notamment de se référer aux évaluations scientifiques, d'établir des plans de pêches pour « toutes les pêcheries importantes », de lutter et « faire disparaître la pêche illégale d'ici à 2020 », de soutenir « durablement la pêche et l'aquaculture à petite échelle... » Jusqu'à présent, la Méditerranée a été un cimetière de bonnes résolutions. Enfin l'occasion d'être optimiste ? ■



La surpêche est l'une des causes principales de la baisse des réserves de sardines en mer Méditerranée.
KURT AMSLER/JACANA



SCIENCES

Oui aux aires marines protégées si elles sont gérées

LES PAYS du monde entier s'y sont engagés en 2011 dans le cadre de la convention sur la diversité biologique : faire en sorte que 10 % des océans du monde soient, d'ici à 2020, transformés en aires marines protégées. À ce jour on a atteint un peu moins de la moitié de l'objectif même si les annonces ont fleuri ces dernières années avec le parc de la mer de corail qui couvre l'ensemble de l'espace maritime de la Nouvelle-Calédonie, soit 1,3 million de km², ou encore les réserves mises en place à Hawaï - la plus grande du monde - et dans l'Atlantique par l'ancien président des États-Unis, Barack Obama.

Une étude publiée par la revue *Nature* vient un peu doucher l'enthousiasme que recouvrent ces projets. Rien ne sert en effet de multiplier les espaces protégés si les outils de gestion, de mesures, de surveillance et le personnel ne suivent pas, expliquent en substance les chercheurs.

Les auteurs ont analysé 433 aires marines dans le monde et, pour 218 d'entre elles, ont croisé ces données avec celles sur les stocks de poissons. « Ces résultats donnent à réfléchir », explique Boris Worm, chercheur au département de biologie de l'université de Halifax au Canada dans un commentaire publié par la même revue. Certes, les chercheurs montrent que pour 71 % des réserves marines, on constate un impact positif sur le stock. Mais les écarts sont très importants. « Le niveau de conservation est fortement corrélé à la qualité du personnel et aux capacités financières », notent en effet les scientifiques.

Dans les aires marines ayant suffisamment de personnel compétent « les effets sur le milieu étaient 2,9 fois plus importants que dans celles où cela n'est pas le cas ». Selon l'étude, « seulement 35 % des réserves étudiées avaient des financements à la hauteur des besoins, 13 % bénéficiaient d'un suivi scientifique et 9 % estimaient avoir le personnel nécessaire », rappelle Boris Worm.

« Nos travaux montrent clairement que la conservation de la biodiversité n'est pas qu'une question d'environnement (par exemple l'état des océans) ou des caractéristiques de la réserve marine (taille, âge,

réglementation de la pêche) mais dépend fortement des moyens disponibles. Dans notre étude, les ressources humaines sont de loin la variable la plus importante, représentant 19 % des résultats écologiques », précisent encore les chercheurs.

« Très peu de moyens »

« C'est un constat que nous avons nous-mêmes dressé », rapporte Marie Romani, secrétaire exécutif de l'association MEDPAN (réseaux des gestionnaires des aires marines protégées en Méditerranée). La Méditerranée comporte 1230 réserves avec des statuts divers, dont 500 qui sont Natura 2000. « Beaucoup ne sont pas gérées ou avec très peu de moyens », reconnaît-elle. Ce sont ce que les spécialistes appellent des « parcs de papier », sans équipes de gestion dédiées ni moyens financiers. Les aires marines représentent 7 % de toute la mer Méditerranée mais, à lui seul, le sanctuaire Pelagos qui fait l'objet d'un accord entre la France, Monaco et l'Italie pour la protection des mammifères marins occupe 4 %. De plus, ajoute la spécialiste, présente à Monaco pour l'« Ocean Week », « les cœurs de zone où la protection est totale ne représentent que 0,04 % de la mer ».

Si les aires marines gérées par la France ont des budgets conséquents, d'autres sont plus à la peine. « Il faudrait mettre en place des fonds fiduciaires qui regroupent des financements publics et privés pour financer des projets sur le long terme en complément des financements des États », précise encore la spécialiste. L'un de ces fonds créé en 2013 par la France, Monaco et la Tunisie est en phase pilote. Faute de pouvoir attribuer de nouveaux moyens financiers aux sanctuaires, le risque est que les États soient tentés de piocher dans les moyens alloués aux aires marines les plus anciennes. « Ça ne sert à rien », insiste Marie Romani.

Multiplier les aires sans penser les infrastructures qui doivent les accompagner est donc inutile. « C'est un peu comme si on construisait des hôpitaux avec l'espoir que les soins vont être dispensés d'une manière ou d'une autre », regrette Boris Worm. ■

M.C.